Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Contre Macron et les monopoles, organiser la contre-offensive !

Le deuxième tour des Présidentielles aboutit à l'élection du champion désigné des monopoles et de l'oligarchie financière. Après le vote utile du premier tour, qui a joué à fond grâce aux institutions monarcho-présidentielles de la Vème République, tout l'entre-deux-tours a consisté en un déchaînement médiatique et politique pour « faire barrage à l'extrême-droite », incitant à voter pour Macron, seul candidat «raisonnable», «présidentiable», «au projet sérieux»… Même la presse internationale a joué sa partition autour de l'UE et du couple franco-allemand qu'il fallait garantir avec Macron pour sauver cette entente d'États impérialistes. Des appels ont été lancés de toutes parts, à gauche, au centre et à droite, à "faire barrage à l'extrême-droite" en votant pour Macron : de Sarkozy à Pécresse en passant par Roussel (PCF), Jadot, Hidalgo, etc.

L'escroquerie du duel Macron - Le Pen



L'enjeu de ce deuxième tour, comme nous l'avons dit, c'était pour la bourgeoisie monopoliste d'avoir le consensus politique le plus large avec ses intérêts de classe. C'est ce à quoi a déjà servi la candidature Macron, mise en valeur par celle de Marine Le Pen en 2017. Au nom de «la lutte contre l'extrême-droite» pour les uns, de «l'antifascisme» pour d'autres, est recherchée une «Unité Nationale» derrière la politique de la bourgeoisie monopoliste contre le peuple-travailleur. Dans ces conditions, notre Parti salue toutes celles et tous ceux qui ont refusé de cautionner la mascarade Le Pen-Macron en s'abstenant, en votant blanc ou nul ! L'abstention a été de 28% et en progrès, comparé au deuxième tour de 2017, sans oublier les blancs et nuls (6,2 %). Cette abstention est un record depuis le début de la Vème République, à l'exception de 1969 (due à des conditions toutes particulières). Après avoir recueilli 20,7% des inscrits au premier tour, Macron en recueille donc 38,5% au second tour, Le Pen 27,3 %. Cela souligne le caractère foncièrement antidémocratique de la Constitution gaulliste et de l'élection présidentielle, sachant au surplus que des millions de travailleurs ne votent pas parce qu'ils ne sont pas inscrits ou qu'ils ne peuvent pas l'être, n'ayant pas eu la possibilité de surmonter les obstacles administratifs ou d'être naturalisés. Ce duel Macron-Le Pen relevait de l'escroquerie au vu des programmes réels qu'ils veulent mettre en œuvre, ce qu'a d'ailleurs révélé le show du débat télévisé.

Les luttes contre la nouvelle offensive du capital

Nous connaissons le bilan du premier quinquennat de Macron, ainsi que ses déclarations sur « Pétain le grand soldat » ou ses références à l'Ancien Régime dès son investiture… Le programme de 2022 est à nouveau celui des conseils d'administration des monopoles (les grandes entreprises), comme le montrent ses annonces sur le RSA, sur l'Éducation nationale, sur la soi-disant « Grande Sécurité sociale », sur la retraite à 65 ans, la « valeur travail », sur la reprise de la réforme constitutionnelle qu'il n'a pas pu mettre en œuvre à cause notamment de l'affaire Benalla, sur le SNU, sur l'augmentation des budgets militaires et la continuité de la militarisation de l'économie, sur la politique d'intervention contre les peuples et pour la défense des intérêts de l'impérialisme français. Le dispositif de dictature (pouvoir) du capital se stabilise autour du duel Macron - Le Pen, mais la recomposition politique a en partie été rejetée, confirmant que la crise politique est toujours là, engendrée par la crise générale du capitalisme. Dès maintenant, la priorité c'est, sans attendre, d'organiser la lutte contre la nouvelle offensive du capitalisme français contre

pcrf-ic.fr unionjc.fr
Les Amis d'Oulianov - BP 40084
75 862 PARIS CEDEX 18

nos droits et pour mieux nous exploiter, de renforcer le syndicalisme de classe, le mouvement ouvrier et son Parti Communiste Révolutionnaire.

Élections législatives, classe contre classe…

Aux prochaines élections, nous allons cibler **le principal obstacle à attaquer**, en déployant de manière compréhensible la politique de notre parti. Pour le PCRF, c'est **le capitalisme** (propriété privée des moyens de production et d'échange), **avec son État**, qui est la cause réelle de la crise. Comme seule alternative populaire au capitalisme, nous avançons le socialisme vers le communisme. C'est l'objectif des **candidats que nous présentons aux élections législatives**, malgré les barrières de l'argent. Tous les autres candidats vont s'inscrire dans la défense des monopoles ou rester dans le cadre des rapports de production du capitalisme (France insoumise, PCF, NPA, et LO compris). Toutes leurs propositions ou promesses sont donc vouées à l'échec. Nos candidats, à partir des réalités locales de leur département, démontreront qu'il y aurait du travail pour tout le monde si la propriété privée des entreprises n'empêchait pas la planification centralisée d'une production répondant aux besoins populaires décidés démocratiquement.



Replacer la classe ouvrière au centre des débats sera donc un autre enjeu pour le PCRF. La bourgeoisie profite également de la période électorale pour faire croire que les citoyens vont pouvoir choisir leur avenir, voire décider librement de leur société au moyen des élections. En réalité, il s'agit de détourner les masses travailleuses des luttes et de les duper avec leur propre consentement (le vote !). Nous dénoncerons le présidentialisme comme forme actuelle de la dictature de l'oligarchie financière, pour avancer des revendications démocratiques inédites, pour placer la démocratie directe et les luttes au cœur des changements. Nos candidatures auront donc un rôle unique à jouer pour poser les questions : Qui dirige réellement le pays ? Comment s'exerce le pouvoir réel ?

Faute de moyens financiers, **dans les départements sans candidats, nous utiliserons la tactique classe contre classe** en interpellant publiquement les candidats avec des thèmes et axes de lutte qui, alimentant des luttes politiques, constitueraient des éléments de rupture avec la politique du capital comme par exemple :

- Opposition générale et globale à la politique du gouvernement Macron !
- Abandon sans condition du projet de loi contre le droit à la retraite (retour à 60 ans et 37,5 annuités) et de « grande Sécurité sociale » !
- Lutte contre toutes les suppressions d'emplois, privés comme publics !
- Abrogation de tous les cadeaux fiscaux au capital et réorientation de l'argent public vers les services publics (santé, école publique, logements, transports…), réduction des crédits destinés à la guerre !
- Lutte contre l'UE des monopoles !
- Retrait de la France de l'OTAN et rupture avec sa politique, lutte pour sa dissolution.
- Retrait des troupes françaises d'Afrique !
- Défense des libertés démocratiques : non à l'État policier ! Abrogation des lois liberticides et dites de « sécurité ». Respect du droit de manifester et de faire grève ! Non à l'emprisonnement et aux expulsions des Sans-papiers !
- Aucune alliance ni accord avec le Parti Socialiste, ses dirigeants et son appareil.
- Droit de révocation des élues et élus malhonnêtes !

Autant de revendications qui, sous le capitalisme en crise, doivent nécessairement ouvrir la voie, par la lutte, à un processus révolutionnaire vers une nouvelle société débarrassée de l'exploitation patronale. C'est ce à quoi travaille notre Parti. Rejoignez-nous dans cet engagement contre le capitalisme, pour la défense des intérêts de la classe ouvrière, des couches populaires, des retraités et pour l'avenir de notre jeunesse, de notre pays et de la planète !

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.